

ACTUARIS S.A.S

“Le Valvert”

46 bis chemin du Vieux Moulin

69160 TASSIN

FRANCE

The Global Compact Office

United Nations

Room S-1881

New York, N.Y. 10017

USA

Lyon, le 31 janvier 2014

Objet : Communication sur le progrès 2014

Madame, Monsieur,

Nous sommes fiers aujourd’hui de célébrer les dix ans d’adhésion de notre société au Global Compact des Nations Unies. En effet, nous nous attachons depuis 2004 à défendre et à promouvoir au quotidien ses dix principes fondamentaux et à les faire partager à l’ensemble de nos salariés.

Conscients du fait que chaque individu et chaque entreprise ont un rôle essentiel à jouer en matière de développement durable, les membres du Comité de Direction d’ACTUARIS ont souhaité prendre part à cette démarche de façon concrète.

Chaque année nous mettons en œuvre de nouvelles initiatives nous permettant de progresser dans les différents domaines définis par le Global Compact. Nous avons ainsi le plaisir de vous faire part des principales actions menées au cours de l’année écoulée, au travers de notre « Communication sur le progrès 2014 ».

Au nom de notre Comité de Direction et de l’ensemble des collaborateurs d’ACTUARIS, je suis heureux de renouveler notre engagement envers le Global Compact des Nations Unies et vous assure de notre soutien à ses dix principes fondamentaux relatifs aux droits de l’Homme, au droit du travail, à l’environnement et à la lutte contre la corruption.

Nous vous prions d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de nos salutations respectueuses et dévouées.



Pierre ARNAL

Actuaire Qualifié IA

Associé

Directeur Général



This is our **Communication on Progress**
in implementing the principles of the
United Nations Global Compact.

We welcome feedback on its contents.

Au cours de l'année écoulée, nous avons poursuivi les engagements déjà initiés dans le cadre du Global Compact et avons également déployé de nouvelles pratiques. Cette nouvelle « Communication sur le Progrès » reprend les grandes lignes de ces initiatives.

Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence ; et

2. A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

- **Création d'un comité d'entreprise**

Cette nouvelle instance représentative de l'ensemble des salariés a été créée au cours de l'année 2013.

Le comité d'entreprise est constitué par la réunion de plusieurs personnes appartenant à l'entreprise, afin d'assurer une expression collective des salariés permettant la prise en compte permanente de leurs intérêts dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production.

- Il est informé et consulté pour toutes les questions relatives aux intérêts des salariés dans les décisions relatives à la gestion et à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production ;
- Il gère les activités sociales et culturelles établies prioritairement au bénéfice des salariés et de leurs familles, selon le budget alloué.

L'employeur apporte une contribution financière permettant le fonctionnement du comité d'entreprise.

L'employeur, qui préside le Comité d'Entreprise, réunit celui-ci au moins une fois tous les 2 mois.

Un affichage officiel d'information est effectué dans chacun des bureaux lyonnais et parisien.

- **Soutien à l'Association Brazzaville – Madagascar – Savoie**

Nous avons apporté notre soutien à cette association qui œuvre d'une part pour les enfants à Madagascar et au Congo, et d'autre part auprès de familles très défavorisées en France. L'Association peut intervenir sur le plan matériel et financier. Elle a par exemple permis l'an dernier d'apporter une aide financière pour deux enfants handicapés, et de fournir quelques précieux colis alimentaires pour les plus démunis.

Partageant ces valeurs de solidarité et d'humanité, il nous est apparu important de soutenir les initiatives de cette association locale.

Droit du travail

- 3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;*
- 4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;*
- 5. L'abolition effective du travail des enfants ; et*
- 6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.*

La formation des collaborateurs

L'effort en matière de formations s'est encore poursuivi au cours de l'année écoulée.

100 % des collaborateurs ont participé à une formation au moins, organisée en interne ou dispensée par un organisme spécialisé. Ainsi nos salariés continuent à se perfectionner et évoluer dans leur métier. De plus, quelques collaborateurs ont suivi une formation sanctionnée par l'obtention d'un diplôme.

Notre société poursuivant son développement à l'international, des formations linguistiques spécifiques sont à nouveau mises en place pour certains salariés, notamment en anglais, en espagnol ou en italien.

La lutte contre la discrimination

Comme nous avons pu en témoigner à plusieurs reprises, nous sommes attachés depuis l'origine à éliminer toute discrimination en matière de recrutement.

En comparant la répartition hommes / femmes de nos consultants, nous constatons que la proportion de femmes est plus élevée dans notre société qu'au sein de la profession. Même si notre secteur d'activité – actuariat et gestion des risques – s'est féminisé au cours des dernières années, il compte encore 67% d'hommes selon une étude de l'Institut des Actuaire. Au sein de nos équipes, les femmes représentent 51% des collaborateurs et 40 % du Comité de Direction.

Nous avons poursuivi l'embauche de personnes en situation de handicap en proposant par exemple un poste au sein des services généraux à une personne malentendante.

Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;

8. A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et

9. A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Eviter le gaspillage

A l'occasion de travaux de rénovation des sanitaires, nous avons opté pour des systèmes permettant de réaliser d'importantes économies d'eau. En effet, l'installation de robinets économiseurs d'eau, qui opèrent sous pression un mélange optimal de l'air et de l'eau, permet de **diviser de 50% le débit d'eau** d'une installation classique sans aucune perte de confort. Ces robinets disposent de plus de deux débits différents, permettant d'adapter la quantité d'eau selon les utilisations. Ce nouveau système nous permet de plus de réduire le montant de nos factures d'eau.

Réduire notre empreinte carbone

- **Transport**

Nos collaborateurs poursuivent les efforts initiés en 2011 et sont toujours plus nombreux à préférer le co-voiturage ou les déplacements à vélo pour se rendre au bureau. Ainsi nous constatons que le nombre de cyclistes **a doublé** en deux ans.

- **Consommation**

Pour que les collaborateurs aient en permanence de l'eau potable à leur disposition, nous avons installé des fontaines à eau alimentées par de grandes bouteilles en plastique. La consommation annuelle représentait 80 bouteilles d'une contenance de 18 litres. Au cours de l'année écoulée, nous avons remplacé ces fontaines par un nouveau dispositif, directement branché sur le circuit d'eau courante. Outre la satisfaction d'avoir un matériel plus esthétique, nous sommes fiers d'avoir supprimé la consommation de bouteilles en plastique et de pouvoir ainsi limiter notre impact sur l'environnement.

Généraliser la dématérialisation

- **Edition de documents**

Nous avons sensibilisé nos collaborateurs à n'imprimer que les documents indispensables. Nous privilégions l'utilisation des courriers électroniques et demandons à nos fournisseurs de faire de même, notamment pour l'envoi des factures.

Notre société organise de nombreuses conférences et réunions d'information pour les acteurs du monde de l'assurance. Le support de présentation n'est jamais remis aux participants au format papier, il est systématiquement adressé par mail.

Nos supports de présentation comptent en moyenne 45 pages, et nous réunissons entre 40 et 60 participants lors de nos événements. Cela nous a permis d'économiser 31 500 feuilles de papier sur l'année écoulée (14 conférences x 50 participants x 45 pages).

Nous appliquons la même politique lors des réunions de travail que nous organisons en interne.

- **Newsletter**

Nous éditons chaque année 8 numéros de notre publication « L'Infotech » et l'adressons à plus de 1200 contacts. En l'envoyant par mail, nous économisons 38 500 feuilles de papier et 9 600 enveloppes grand format.

- **Gestion administrative**

Convaincus très tôt de la nécessité d'économiser le papier, et de rationaliser et d'optimiser la gestion administrative du personnel, nous utilisons depuis plusieurs années un logiciel spécifique. Tous les collaborateurs y ont accès pour effectuer leurs demandes de congés (2009), leurs demandes de remboursement de frais (2006), ainsi que le reporting de leur activité (2010). Chaque année nous investissons dans la réalisation de développements informatiques permettant de faire évoluer cet outil, correspondant à notre objectif d'utilisation au quotidien de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

La formalisation contractuelle

- **Vis-à-vis des clients**

En tant que société de conseil réalisant des prestations de services pour le compte de ses clients, ACTUARIS a intégré dans ses contrats une clause de non-sollicitation de ses collaborateurs.

- **Vis-à-vis des collaborateurs**

Lors de leur embauche, nos salariés doivent signer une clause de respect de la confidentialité des informations et des données qui pourraient être portées à leur connaissance.

Par ailleurs les contrats de travail stipulent que le Collaborateur ne devra accepter en cours de mission aucun cadeau, gratification ou rémunération en espèces ou en nature de la part d'un client ou d'un fournisseur, sans en prévenir la Société.

Le respect des bonnes pratiques

Afin que les cadeaux d'affaires et les invitations ne suscitent aucun acte de corruption, les décisions suivantes ont été prises :

- Les cadeaux d'affaires doivent avoir une valeur raisonnable : il ne peut pas s'agir de présents luxueux, et leur nombre doit être limité.
- Le cadeau d'affaires doit être prévu pour une utilisation professionnelle et non personnelle. Il a vocation à demeurer dans le bureau / l'entreprise.
- Le logo de la société doit figurer sur le cadeau d'affaires
- Le cadeau (ou l'invitation) ne doit concerner que le collaborateur lui-même, en aucun cas il ne pourrait être adressé au conjoint ou aux enfants.
- Le cadeau ou l'invitation ne doivent pas être remis lors de la conclusion d'un accord ou d'un contrat.